



le cercle - réfléchir les droits de l'homme
think-tank de la Licra

Entretien Avec Sami Biasoni



*Doctorant en philosophie à l'École normale supérieure,
membre de l'Observatoire du décolonialisme et des
idéologies identitaires, co-auteur (avec A.-S. Nogaret)
de l'essai « Français malgré eux ».*

Nous entendons beaucoup parler de la race aujourd'hui, dans le contexte des revendications postcoloniales, décoloniales ou indigénistes. Pouvez-vous préciser ce dont il s'agit ?

On ne peut saisir les enjeux du retour de la race dans le débat public si l'on s'en tient à l'acception usuelle du terme, c'est-à-dire à son héritage issu d'une différenciation d'essence entre les individus. L'essentialisme biologique et historique d'un Gobineau appartient désormais largement au passé et face à la tentation classificatrice d'un tel racisme, nos sociétés ont pris le parti de Tocqueville : celui de « l'unité de l'espèce humaine ». Mieux, nous portons le noble projet collectif d'un universalisme qui, à ce qui sépare les hommes, substitue l'idéal de la recherche du *commun*. C'est ce projet qui a permis à l'Occident d'imposer l'idée des Droits de l'homme, qui a aussi permis la libération des peuples du joug de l'esclavage. Mais ce sont aussi les angles morts de ce projet que récusent aujourd'hui les tenants du racialisme : parce qu'il aurait échoué à atteindre l'égalitarisme strict de tous et en toutes choses l'universalisme est aujourd'hui considéré comme inique et de ce fait voué aux gémonies.

Ce paralogisme nourrit aujourd'hui le débat autour de la race et – pour ses promoteurs – suffirait à justifier la *déconstruction* complète du système en place, système jugé non seulement inefficace mais également coupable. L'origine contemporaine¹ de telles revendications se situe au tournant de la seconde moitié du XX^e siècle, au moment où le processus de décolonisation connaît une nouvelle vigueur. En 1955, la Conférence de Bandung marque définitivement la volonté des peuples colonisés à recouvrer leur souveraineté politique et culturelle. Au cours de cette même décennie, l'anthropologue français Georges Balandier se propose de penser la « colonialité » en tant que domaine d'étude en sociologie. Sur cette base on peut distinguer deux approches académiques, certes toujours liées, voire confondues, mais néanmoins historiquement, géographiquement et méthodologiquement distinctes : le postcolonialisme d'une part et le décolonialisme d'autre part. Ce dernier se développe en Amérique du Sud, à partir d'un questionnement politique portant sur l'hégémonie occidentale dans le domaine des savoirs, ainsi que sur ses *traces et rémanences* sociétales. Il est défendu par des auteurs tels que le sociologue portoricain Ramón Grosfoguel ou le théoricien politique péruvien Aníbal Quijano.

Le postcolonialisme correspond pour sa part à un ensemble épars de pratiques et de recherches traitant des conditions de domination symbolique (cultures, représentations etc.) ou systémiques (inégalités sociales, discriminations) dérivées de l'époque coloniale. Chacune de ses approches se réclame de l'anti-impérialisme, et adopte une posture critique vis-à-vis

¹ Avec A.-S. Nogaret, nous faisons état de leurs origines plus anciennes liées à l'esclavagisme et à l'impérialisme économique dans notre essai *Français Malgré Eux* publié en 2020.

d'une modernité rendue suspecte car produite par un Occident honni pour avoir été un jour oppresseur.

Le mouvement indigéniste correspond pour sa part, en France, à une démarche militante plus récente qui hérite de ces courants de pensée originellement académiques et les détourne pour en faire des instruments de récrimination politique. Il se constitue en 2005 avec la fondation du Parti des Indigènes de la République (PIR) et prend comme référence la période coloniale nord-africaine, considérant que les enfants des populations immigrées originaires du Maghreb vivent aujourd'hui comme des *indigènes* au sein de la république, en vertu de la perpétuation insidieuse d'un ordre systémique comparable à celui que se sont vu imposer certains de leurs aïeux du temps des colonies françaises.

Le racialisme contemporain auquel nos démocraties font face se nourrit de l'ensemble de ces mouvements : il encourage une vision dissociative d'un corps social non plus fondé sur les anciennes catégories analytiques que sont l'appartenance culturelle, religieuse ou de classe, mais sur le primat de la race. Et à notre humanisme qui, avec l'anthropologue Ashley Montagu, s'était persuadé avoir établi que pour toujours « le mot « race » [était] lui-même un terme raciste », les racistes rétorquent que ne pas penser la race comme catégorie sociologique pertinente serait *a contrario* fondamentalement raciste. Cette race dont il s'agit ne serait plus la race essentialiste tant abhorrée, mais un *construit social* qu'il s'agirait de défaire. En réalité les deux se mêlent, tant les contours de la « race » ainsi redéfinie sont flous, fluctuants et ajustables au gré des démonstrations à servir.

Comment en est-on arrivé au dévoiement de l'antiracisme au point qu'il en soit à certains égards devenu raciste ?

Les corpus idéologiques dont se réclame le racialisme et que nous venons d'introduire se revendiquent tous de l'antiracisme. En affirmant la nécessité d'un dépassement de la condition des peuples autrefois « opprimés » par la démarche de *déconstruction* symbolique et en optant pour les modalités de la lutte (politique chez les indigénistes, culturelle chez les décolonialistes ou conceptuelle chez les postcoloniaux), ce qui est promu en réalité c'est l'opposition, et ce qui est requis, c'est la réparation. À ce titre, tout ce qui procède de l'Occident en vient à devenir au mieux suspect, au pire haïssable. En creux, c'est l'Occident lui-même – en tant qu'aire civilisationnelle – que d'aucuns en viennent à récuser, voire à combattre.

En cessant d'être universaliste, l'antiracisme se vide en quelque sorte de son sens car il ne cherche plus le dépassement du dissociatif, cette *indifférence à la différence* qui l'honore tant dans sa forme classique. Au contraire, aujourd'hui le racialisme milite pour une juste appréhension des différences,

sous couvert de lutte contre les discriminations. Au lieu de viser à la formation du commun, on énumère ce qui sépare les hommes et on ne cesse de comparer pour, *in fine* condamner, voire annihiler ce qui dérange. À force de revendiquer ce qui nous singularise (la condition raciale, la couleur de peau, les mœurs) ces luttes se muent souvent en une véritable obsession identitaire sous-tendue par une logique de conflictualité. De ce processus naît alors ce que Goffman nomme « l'inversion du stigmate », c'est-à-dire l'intolérance affinitaire et vindicative d'individus soudés par leur conviction de partager une même condition victimaire. C'est d'ailleurs ce que confessait Senghor lui-même dans un entretien daté de 1976 au cours duquel il analysait rétrospectivement son engagement pour la cause des personnes noires : « Nous avons revendiqué notre identité nègre, et je peux le dire maintenant, nous étions même racistes ».

Je l'ai expliqué, ce racisme dont il est question diffère du racisme *usuel*, celui qui considère les races dans ce qu'elles ont de plus essentiel et qui, sur cette base, s'obstine à vouloir les classer, nonobstant ce que nous disent l'anthropologie, l'ethnographie ou la biologie de l'unité indépassable de l'espèce humaine. Le racisme sous-jacent au racialisme est plus insidieux en ceci qu'il se défend de désigner son ennemi comme tel : selon ses termes, le « Blanc » est une catégorie sociale et non plus tout à fait une couleur de peau ; il est métaphoriquement ce qui désigne le système putatif de domination de l'Occident. Ce pseudo-concept est malléable, il évolue au gré des besoins rhétoriques du locuteur et il est admis par ses défenseurs qu'il peut se conformer aux contours instables de sa subjectivité. Dans cette perspective, le rationalisme, lui-même critiqué comme instrument de ladite domination, cède le pas à l'expression idiosyncratique des sentiments et au diktat des ressentiments. Celui qui se vit, se pense ou se fantasme *opprimé* se voit octroyé le droit pernicieux de pouvoir revendiquer les *avantages* d'une subjectivité devenue condition de la vérité. Les sciences sociales nomment pudiquement cela « l'épistémologie du point de vue » ; il s'agit en fait de l'abolition de la posture du scientifique en surplomb de son matériau d'étude. Cette évolution n'est pas sans conséquence : elle enferme le chercheur dans sa condition et empêche tout exercice académique critique sain impliquant la multiplicité des opinions.

En leur temps les études postcoloniales émergentes avaient promu la notion de *native informant* pour désigner les personnes noires qui se comportaient comme des personnes blanches ou en connivence avec elles. Usant d'arguments de nature psychanalytique, elles dénonçaient une soumission jamais librement consentie née d'un « complexe d'infériorité » mal dépassé. Aujourd'hui les militants indigénistes ou décolonialistes qui héritent de ce courant de pensée recourent à une terminologie violente du même ordre lorsqu'ils qualifient de « collaborateurs » toute personne issue de l'immigration revendiquant son assimilation, ou même sa simple sympathie à l'endroit

d'une nation occidentale. Cette propension à faire de l'autre un ennemi selon des catégories arbitrairement figées est contraire à notre idéal démocratique et relève d'une logique d'intolérance. Alain Mabanckou nous rappelle, dans la préface de sa belle *Anthologie de la poésie africaine* que « dans les années cinquante, le romancier camerounais Mongo Béti qualifi[ait] par exemple *L'enfant noir* – le chef d'œuvre de Camara Laye – de « folklorique » car insuffisamment engagé ». Selon une logique similaire, un demi-siècle plus tard le dédain s'est, chez certains, transformé en haine.

Suite aux propos de J.-M. Blanquer et de F. Vidal, le débat s'est récemment polarisé autour de l'institution universitaire. Quels sont les enjeux de cette polémique ?

Il faut dans un premier temps préciser que la polémique autour des déclarations de la ministre Frédérique Vidal relève d'une double confusion : une confusion sémantique d'une part puisque le débat s'est focalisé autour du terme d'« islamogauchisme » alors qu'il était question de l'ensemble des *x-studies* (études postcoloniales, de genre, de la race, de la subalternité, etc.) au sein de l'Université ; une confusion politique d'autre part dans la mesure où la contre-attaque a opéré sur le champ de la liberté académique, voire de la liberté d'expression, bien qu'à aucun moment il ne fût question d'une quelconque censure de la part des autorités. Ce qui est questionné en réalité, c'est la montée du militantisme dans l'enseignement de ces champs de recherche, ainsi que leur adéquation avec la tradition de rationalisme et d'objectivité que requiert la démarche scientifique.

Il ne s'agit pas là d'une simple querelle académique mais d'une tentative de réflexion quant à la pérennité de nos savoirs. Il n'est pas anodin d'accepter qu'un chercheur soit plus légitime qu'un autre en raison de sa seule couleur de peau ; c'est pourtant ce que « l'épistémologie du point de vue » que j'ai précédemment évoquée tolère. Il n'est pas non plus accessoire de constater que des œuvres majeures du répertoire sont bannies au motif que leurs auteurs auraient manifesté des mœurs inconvenantes il y a plusieurs siècles selon des critères normatifs établis à rebours par certains de nos contemporains. Il n'est pas dérisoire enfin que l'on s'autorise à penser que la Raison elle-même puisse être un instrument d'oppression imposé par l'Occident pour asseoir son hégémonie sur les autres peuples.

C'est pourtant selon ces critères qu'aujourd'hui, aux États-Unis ou au Royaume-Uni, on démonte des statues sur des campus, on vide des rayonnages de bibliothèques, on cesse d'enseigner tel philosophe pourtant essentiel à la compréhension de l'histoire de la discipline, ou l'on empêche des professeurs de traiter d'un réel jugé *offensant* par une minorité.

L'Université doit rester ce qu'elle est, à savoir le lieu de l'échange et de la confrontation apaisée des savoirs. Elle est aujourd'hui contaminée par une conflictualité non plus théorique mais politique, comme elle a pu l'être au moment de son tournant marxiste. Mais l'enjeu est ici différent car il ne s'agit plus *seulement* de réinterpréter le Vrai à l'aune des catégories d'un grand récit, mais de le déconstruire dans son entièreté. Et cela parce qu'il ne serait pas conforme aux canons d'une nouvelle quête du Bien qui ne se définit plus comme idéal, mais comme antagonisme à un Mal cristallisé autour de la question des inexpugnables rapports de domination qui transcenderaient autant les structures des sociétés occidentales que les inconscients des individus qui les constituent. En creux on trouve là un écho à ce que Michéa nomme le « principe d'illimitation », c'est-à-dire le renversement du primat du collectif supplanté par le régime capricieux des *agrégations subjectives*. De ce principe dérive *l'archipélisation* nationale, la tribalité communautaire et, souvent malheureusement, l'intolérance.

Face à ces évolutions regrettables de nombreuses voix s'élèvent pour alerter quant à ce qui se joue dans nos universités, nos écoles. Le Réseau pour la liberté de la recherche scientifique en Allemagne, l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires en France, ou encore l'Alliance pour la liberté académique (*Academic Freedom Alliance*) aux États-Unis regroupent plusieurs centaines d'universitaires qui dressent un constat similaire de la situation et appellent à l'apaisement face à la progression rapide des approches antirationalistes et militantes du savoir.

Entretien réalisé par Caroline Yadan, Responsable du Pôle Antisémitisme(s) - Le Cercle de la Licra-Réfléchir les Droits de l'Homme – Avril 2021

Les contenus des notes et des entretiens du Cercle de la Licra ne représentent ni les positions du Cercle de la Licra ni celles de la Licra mais nourrissent nos réflexions communes. Ils peuvent en revanche faire l'objet de propositions après discussion au sein du Bureau Exécutif de la Licra et d'un vote au Conseil Fédéral de la Licra.